



## Qu'est-ce qui succédera au duo Abbas-Netanyahu ?

**Alaa Tartir** - Un vide de pouvoir se profile à l'horizon, et son effet possible alarme de nombreux observateurs.

Avec le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu sous le coup d'[accusations de corruption](#) et le Président palestinien Mahmoud Abbas et le négociateur en chef Saeb Erekat aux prises avec des problèmes de santé, des analystes disent qu'un bouleversement politique est à prévoir dans les prochains mois en Israël/Palestine.

Bien que la distinction soit de plus en plus ténue dans la façon dont Israël et l'Autorité palestinienne traitent les Palestiniens dans les territoires occupés, Israël reste la puissance occupante selon le droit international et continue de refuser leurs droits aux Palestiniens, des deux côtés de la Ligne verte et en tant que réfugiés.

Actuellement, la question omniprésente semble être : « Qui sera le prochain Premier ministre d'Israël/Président de Palestine ? »

Une vacance de leadership se profile. Son effet sur le processus de paix et la vie quotidienne a alarmé de nombreux acteurs, en particulier dans la communauté internationale des donateurs qui ont investi des milliards de dollars pour maintenir le statu quo.

Il ne faut pas qu'ils s'inquiètent : bien que les raisons des vides israélien et palestinien soient différentes, ils seront remplis par des institutions et des individus similaires, issus du sérail et inébranlables.

Un nombre croissant d'observateurs prédisent que Netanyahu sera condamné à une peine de prison dans un proche avenir, mais cela, selon l'écrivain Neve Gordon, ne changera pas grand-chose à la politique d'Israël envers les Palestiniens.

Les positions des successeurs potentiels - de Gideon Saar, du Likoud, à Naftali Bennet, de Jewish Home, à Avi Gabbay, du Parti travailliste, à Yair Lapid, de Yesh Atid - diffèrent peu de celles de Netanyahu. En fait, ces probables premiers ministres sont encore plus racistes et investis dans le projet colonial d'Israël.

Lorsque Donald Trump est entré à la Maison blanche, Saar a demandé au gouvernement israélien de « se dissocier du paradigme de 'deux-Etats' et de rejeter l'idée dangereuse d'établir un État palestinien au cœur d'Israël », arguant que « les conditions sont favorables à cette démarche. »

Il a également préconisé « une solution fédératrice jordano-palestinienne ». Bennett, à son tour, a appelé à plusieurs reprises à l'annexion de la Cisjordanie, déclarant que « l'ère de l'État palestinien est terminée ».

L'année dernière, Lapid a annoncé : « Il faut que nous sortions les Palestiniens de nos vies. Ce que nous devons faire, c'est construire un mur haut et qu'ils soient hors de notre vue. » Ce virage plus net à droite, en particulier en ce qui concerne des questions concernant la Palestine, renforcera encore les institutions et les experts qui propagent des points de vue extrémistes, selon les analystes et les observateurs.

Ce fut un processus long dans sa réalisation, comme le révèle le récent rapport annuel stratégique de Madar, le Forum palestinien pour les études israéliennes. Les [sondages](#) et les tendances de l'opinion publique au cours de la dernière décennie illustrent des changements troublants dans la société israélienne, comme l'augmentation des communautés de colons radicaux, qui n'augurent rien de bon pour la paix et la justice.

Les réactions publiques à la transplantation de poumon d'Erekat, au procès pour meurtre de [Elor Azaria](#) et à l'occupation de la maison d'une famille palestinienne par les [colons d'Hébron](#) montrent à quel point la société israélienne est loin de s'engager dans toute forme de projet significatif de construction de la paix.

Comme l'explique Gidéon Lévy : « Pour générer des changements, la société israélienne doit subir un processus douloureux, et rien n'est en vue à l'horizon... Netanyahu part et Israël reste le même. » En tant que tel, la société coloniale dans son ensemble - pas seulement les milieux politique et sécuritaire - gouvernera l'après Netanyahu.

La situation n'est pas meilleure du côté palestinien, à mesure que les écarts de [légitimité politique](#) s'élargissent, la fragmentation s'accroît et la [fracture interne se durcit](#). La fragilité du système politique palestinien a été mise en évidence après le récent bilan médical d'Abbas et de la détérioration de l'état de santé d'Erekat.

Pour atténuer une partie du risque associé à une transition politique, Abbas a décidé de faire monter d'un cran - encore une fois - son chef du renseignement, Majid Faraj.

Au cours de la dernière décennie, l'AP et la communauté des donateurs ont investi des milliards de dollars dans la réforme des institutions de sécurité. La tête de l'Autorité, soutenue par les donateurs, [prépare maintenant les forces de sécurité de l'AP](#) à contrôler la période post-Abbas. Cela ne correspond guère à la démocratie, en particulier compte tenu de la volonté de l'AP de tout contrôler avec «[une main de fer](#)» depuis 2007.

Sous prétexte d'assurer la stabilité et d'éviter le chaos, l'AP est devenu de plus en plus autoritaire et s'est servie des forces de sécurité pour consolider sa position. Dans un tel environnement, il est difficile d'imaginer une transition politique démocratique qui ait du sens, même si les élections du

Conseil national palestinien avaient lieu à l'automne comme prévu actuellement. Les élections envisagées maintenant sont tout sauf unificatrices, transparentes ou représentatives. Elles risquent au contraire de fortifier la fracture intra-palestinienne et de créer des distorsions et des fragmentations supplémentaires au sein du mouvement national palestinien, averti l'analyste Hani al-Masri.

Un régime répressif supplémentaire est la dernière chose dont le peuple palestinien a besoin. Un contrôle des institutions de sécurité de l'AP sur le système politique palestinien ne fera qu'affaiblir une vie politique déjà terriblement [affaiblie](#). L'élite politique renforcera également la collaboration des forces de sécurité avec Israël, tel que cela est dicté dans les Accords d'Oslo de 1993.

Bien que les dirigeants palestiniens actuels qualifient cette coordination sécuritaire de «sacrée», pour certains futurs dirigeants du Fatah, ce serait même «une partie intégrante de notre stratégie de libération».

De plus, les dirigeants politiques continueront de se fixer sur le paradigme à deux États et sur un «processus de paix» parrainé par les États-Unis. En effet, l'élite politique dominée par le Fatah trouve même une source d'inspiration dans l'administration Trump.

La semaine dernière, le représentant en chef de l'Organisation de libération de la Palestine à Washington a déclaré: « Notre principale source d'inspiration et d'espoir est le président Trump lui-même. » Tout ce qui vient après Abbas et Netanyahu sera donc semblable à ce que nous voyons aujourd'hui. Pour changer cela, il doit y avoir une résistance à toutes les tendances décrites ci-dessus. Le [véritable changement](#) ne peut pas provenir des mêmes institutions qui ont nourri les régimes de Netanyahu et Abbas, et il ne proviendra pas non plus des «dirigeants» qui se positionnent pour les postes de premier ministre et président. Ils font également partie du cadre institutionnel qui a soutenu l'occupation israélienne et le *statu quo*.

La véritable voie pour un changement réel est dans l'engagement dans des actions collectives offensives visant à remettre en question les acteurs et les institutions existants et leur prétention de représentation politique. Fondamentalement, cela nécessite la création de nouveaux organes institutionnels, efficaces, légitimes et représentatifs, unificateurs, axés sur les personnes et participatifs dans leur structure et leur conception.

Pourtant, la question demeure : bien que le peuple palestinien attende désespérément un changement, la société israélienne y est-elle intéressée ? Ou Israël est-il content de lui-même ? D'être un État colonisateur, une colonie de peuplement et un transgresseur du droit international qui tire profit de l'oppression et de l'occupation de tout un peuple ?



\* **Alaa Tartir** est directeur de programme d'[al-Shabaka : The Palestinian Policy Network](#), et chercheur post-doctorat à l'Institut universitaire des Hautes Études internationales et du développement, à Genève. Consultez son [site Internet](#) et il peut être suivi sur Twitter [@alaatartir](#). [Articles du même auteur.](#)

19 août 2017 - [Al-Shabaka](#) - Traduction : [Chronique de Palestine & ISM France](#)



### « [Mère Courage](#) » vit en Palestine

**Hyojin Park** - *Pour Manal Tamimi, être une mère palestinienne implique beaucoup de responsabilités, toutes très graves.*

**Nabi Saleh**, Cisjordanie sous occupation - Le vendredi est une journée de protestation à Nabi Saleh. Manal Tamimi est allée à ces manifestations depuis aussi longtemps qu'elle s'en souvient. Pour elle, être une mère palestinienne, c'est être aussi une militante. Il est impossible de séparer les deux rôles. Prendre soin de ses enfants implique souvent de les protéger contre les soldats et les colons israéliens.

« Quatre-vingt dix pour cent des mères palestiniennes vivent l'expérience, à un moment de leur vie, de voir l'un de leurs enfants blessé ou arrêté », dit-elle.

C'est vrai pour sa famille. Son fils aîné, Osama, a été frappé par une grenade à gaz lacrymogène et sa vue en a été très affectée pendant près de deux mois.

### *Comment être une super-maman palestinienne*

Son deuxième fils, Hamada, a également été blessé, et à deux reprises. Sa deuxième blessure est survenue lorsqu'un soldat israélien lui a tiré dans la cuisse avec une balle de calibre 22. Des éclats de la balle sont toujours logés dans sa jambe.

Lorsque Manal manifeste contre les colonies illégalement ou écrit des commentaires sur les médias

sociaux à propos de la détention administrative, elle se bat pour l'avenir de ses enfants et la défense de leurs droits.

Manal et son mari, Bilal font partie de l'équipe des médias locaux de Nabi Saleh. Bilal filme et photographie chaque manifestation dans le village tandis qu'elle gère un [compte Twitter](#).

Être mère dans un territoire occupé signifie aussi avoir des discussions difficiles avec de très jeunes enfants. La plupart d'entre eux ont directement vu des amis ou des membres de la famille battus, arrêtés et même tués.

#### *Invasion de soldats israéliens au milieu de la nuit*

Manal a été arrêtée et blessée plus d'une fois. Cela a traumatisé sa fille, et Manal a cessé de manifester pendant un certain temps. Ses blessures l'ont également forcée à rester à la maison le vendredi.

Elle accueille maintenant des journalistes et des militants qui se rendent à Nabi Saleh et elle fait des préparatifs pour les manifestants qui rentrent épuisés et les yeux pleins de larmes à cause des gaz. Comme Manal aime à le dire, « Il existe plus d'une façon de résister ».

**Coprodacteur:** Elia Ghorbiah

**Images d'archives:** Bilal Tamimi

**Musique:** [Broke for Free](#)



\* **HyoJin Park** est video-journaliste pour [Al Jazeera English](#).

16 août 2017 - [Al-Jazeera](#) - Traduction : [Chronique de Palestine](#)



#### **Hébron: « Nous vivons dans une prison »**

**Mersiha Gadzo** - Harcelés par des restrictions et des abus toujours plus nombreux, les Palestiniens luttent pour garder leurs maisons dans la vieille ville historique d'Hébron.

**Hébron, en Cisjordanie occupée** - Cela fait des semaines que les membres de la famille Abu Rajab sont confinés dans leur maison située au cœur de la vieille ville historique d'Hébron.

Ils n'osent pas sortir de peur que les colons n'occupent leur maison. Lorsque cela devient absolument nécessaire, un membre de la famille va acheter au plus près de la nourriture ou d'autres denrées de première nécessité, avant de se dépêcher de rentrer.

« Nous faisons toujours très attention quand nous sortons et nous rentrons, et nous ne laissons jamais la maison toute seule », a déclaré à Al Jazeera, Hazem Abu Rajab, 28 ans, assis sur le pas de sa maison.

Le 25 juillet, un groupe de 15 familles de colons a fait irruption dans des locaux attenants à la maison familiale ancestrale d'Abou Rajab et qui lui appartenaient, et s'y sont installé. Le même soir, les colons ont agressé physiquement des membres de la famille Abu Rajab pour envahir leur résidence principale. Et lorsque les autorités israéliennes sont arrivées sur les lieux, elles ont voulu arrêter les Abu Rajab.



Hazem Abu Rajab dit que sa famille ne peut pas quitter sa maison, de peur que les colons ne l'occupent - PPhoto :

Mersiha Gadzo/Al Jazeera

Pendant six jours, la famille Abu Rajab n'a pas pu quitter du tout son domicile, en raison d'un ordre

militaire qui interdisait à quiconque de sortir ou d'entrer, a déclaré Abu Rajab. Le quatrième jour, l'administration civile palestinienne a tenté de leur apporter de la nourriture mais on l'a renvoyée. La propriété que les colons ont investie par la force demeure l'objet d'un litige judiciaire. Les mêmes colons avaient déjà occupé la maison auparavant, en 2012, en affirmant qu'ils avaient légalement acheté la propriété – une allégation que la famille Abu Rajab nie catégoriquement. L'administration civile d'Israël a statué que les colons ne pouvaient pas apporter de preuve de leur achat et la Haute Cour israélienne leur a ordonné de partir. La propriété a depuis été déclarée zone militaire fermée. Les colons ont fait appel de la décision et, le mois dernier, l'administration civile a accepté d'entendre leur appel. En attendant, les colons continuent d'occuper illégalement la maison. Lassés d'être harcelés par les mesures de sécurité d'Israël qui incluent des restrictions de mouvement pour les Palestiniens, et d'être persécutés par les colons, de nombreux Palestiniens ont fini par quitter la zone H2 de Hébron contrôlée par Israël. Selon un [rapport de 2007](#) de l'organisation israélienne des droits de l'homme B'Tselem, 42% des Palestiniens vivant dans la zone H2 – plus de 1 000 familles – ont quitté leurs foyers depuis 1994. En 1997, le Protocole d'Hébron a divisé la ville en deux zones: H1 contrôlée par l'Autorité palestinienne, et H2 contrôlée par Israël, qui comprend la vieille ville historique. Quelque 600 colons vivent illégalement dans la zone H2, sous la protection de milliers de soldats.



La vieille ville d'Hébron ressemble à une ville fantôme, avec des maisons abandonnées et des magasins fermés bordant les rues – Photo : Mersiha Gadzo/Al Jazeera

« A l'heure actuelle, il n'y a plus que quelques personnes qui vivent ici. En raison des attaques des colons, la vie est de plus en plus difficile ici, parfois c'est absolument invivable, » a déclaré Abu Rajab. « [Le harcèlement] fait partie de leur plan pour vider la zone des Palestiniens et les remplacer par des colons. La dernière attaque remonte seulement à hier. Des colons ont attaqué la maison de notre voisin. Ils ont jeté des pierres depuis le toit et ont blessé à la tête une fillette de 10 ans qui jouait dans son jardin. »

Les colons lancent régulièrement des pierres sur les Abu Rajab, et un soldat a pissé sur leur cour depuis le toit de leur immeuble, a-t-il dit. Les colons voisins les ont également aspergés d'[eau nauséabonde](#) de mouffette.

Selon l'[organisation israélienne des droits de l'homme Yesh Din](#), aucun progrès n'a été fait au fil des ans pour obliger les colons à répondre de leurs violences. Seulement 8 % des cas recensés par Yesh Din entre 2013 et 2016 ont donné lieu à la poursuite judiciaire des agresseurs.

À environ 100 mètres de la maison des Abu Rajab, des enfants jouent devant la maison de Nael Fakhuri, 41 ans, à l'intérieur de ce qui semble être une clôture. En 2012, Israël a érigé une clôture le long de la route qui conduit à la [mosquée Ibrahim](#). La route a été divisée en une large rue pavée pour les juifs, et un petit chemin en très mauvais état sur le côté pour les Palestiniens.

Fakhuri se sent complètement assiégé depuis que la « clôture de discrimination » d'Israël passe devant chez lui et qu'une porte a été ajoutée devant son domicile en mai dernier. Une alarme très puissante retentit chaque fois que quelqu'un ouvre porte.



Une prolongation de la «clôture de discrimination» d'Israël et une porte ajoutée devant son domicile en mai ont transformé Fakhuri en assiégé - Photo : Mersiha Gadzo/Al Jazeera

« Lorsque la cage est fermée, c'est comme si nous vivions en prison », a-t-il déclaré à Al Jazeera. « Les soldats israéliens ouvrent la porte à 7 heures ou à 8, 9 ou 10 heures, cela dépend de leur humeur, et ils la ferment quand ils veulent ».

Fakhuri avait l'habitude d'aller au marché tous les matins 5 heures pour faire ses achats et vendre ses moutons, mais il ne peut plus le faire à cause de la porte verrouillée. Il dit que cela a entraîné une baisse de 70% de ses revenus. Pour nourrir ses moutons lorsque la porte est verrouillée, il doit faire un détour d'environ 600 mètres. Ses fils l'aident à traîner un chariot sur les chemins en pente et les escaliers de pierres irrégulières. Son troupeau est passé d'environ 65 moutons à une quinzaine. D'après [B'Tselem](#), ces restrictions ont pour but d'isoler davantage les quartiers palestiniens pour chasser les Palestiniens de la région.

« Ces mesures drastiques, imposées à des dizaines de milliers de Palestiniens, constituent des punitions collectives. Les Palestiniens qui vivent encore dans la région se voient refuser la possibilité de mener une vie normale et leur vie quotidienne est un enfer », a déclaré B'Tselem dans un communiqué. « Avec cette politique, Israël chasse silencieusement et inexorablement les Palestiniens du cœur d'Hébron ».

L'armée israélienne a refusé de commenter la question comme le lui demandait Jazeera.

Dans la zone H2, entre les colonies et la ville, il y a [plus de 100 obstacles physiques](#) dont 18 postes de contrôle permanents et 14 postes de contrôle intermittents. Deux autres points de contrôle ont récemment été construits dans le quartier Tel Rumeida de la zone H2.



Selon le groupe des droits B'Tselem, «Israël effectue un transfert silencieux et continu des Palestiniens du cœur d'Hébron» - Photo : Mersiha Gadzo/Al Jazeera

« Ils nous étouffent de plus en plus pour nous faire partir », a déclaré Fakhuri, ajoutant qu'il avait vu 15 à 20 familles quitter le quartier au cours de l'année précédente.

Les Palestiniens qui restent dans la vieille ville sont trop têtus ou trop pauvres pour partir. Abu Rajab dit que peu importe la dureté de la vie dans la zone H2, il n'abandonnera jamais sa maison. Il se souvient de son enfance à Hébron quand les marchés étaient florissants et qu'il y avait des centaines de personnes dans la rue.

« On ne voyait pas de colons avant ici », s'est-il rappelé. « [Ce quartier] était l'un des plus beaux et des plus animés d'Hébron. »

*Des colons expulsent une famille palestinienne de son domicile*  
Aujourd'hui, il ressemble à une ville fantôme, avec ses maisons abandonnées et ses magasins fermés. Des drapeaux israéliens flottent des deux côtés de sa maison et de son toit.  
« Il m'est impossible de m'imaginer en train de quitter ma maison. Elle fait partie de notre histoire familiale. Cette maison a plus de 650 ans, mes ancêtres l'ont construite », a déclaré Abu Rajab. « Nous ne partirons jamais. Ce sont les colons qui doivent partir. »  
16 août 2016 - *Al-Jazeera* - Traduction : *Chronique de Palestine* - Dominique Muselet

---



## Comment Israël établit ses listes noires des militants BDS

**Asa Winstanley** - *Les militants pour les droits de l'homme contestent les listes noires israéliennes des partisans du mouvement boycott, désinvestissement et sanctions, ou BDS.*

L'avocat Eitay Mack et plusieurs autres militants israéliens ont déposé une demande d'accès à l'information auprès du tribunal de district de Jérusalem la semaine dernière, pour exiger que les deux services gouvernementaux révèlent comment ils créent les listes noires. Elles sont utilisées pour empêcher les militants BDS venant de l'étranger d'entrer dans les territoires contrôlés par Israël, dont la Cisjordanie occupée.

L'action en justice survient après que les ministères ont rejeté une demande d'accès à l'information déposée par Mack le mois dernier.

Étonnamment, ils ont justifié le refus en invoquant la « vie privée » des militants BDS. Dans un courriel envoyé à *The Electronic Intifada*, Mack appelait ce motif « un nouveau record mondial du cynisme et de l'hypocrisie. »

Il a expliqué qu'à moins que les autorités israéliennes n'admettent qu'elles « recueillent illégalement des données personnelles sur des militants ou groupes internationaux en utilisant, par exemple, des logiciels de surveillance et d'espionnage intrusifs, » la divulgation n'entraînerait aucune violation de la vie privée.

La demande d'accès à l'information a été envoyée au ministère de l'Intérieur et au Service de la population et de l'immigration le mois dernier, après que la presse a rapporté que cinq membres d'une délégation interreligieuse états-unienne avaient été interdits d'entrée en Israël à cause de leur soutien au BDS.

Le rabbin [Alissa Wise](#) a dit à *The Electronic Intifada* que le personnel de bord de la Lufthansa avait lu une liste noire de gens de leur délégation qui ne seraient pas autorisés à se rendre à Tel Aviv.

### Piratage des courriels

Un employé de la compagnie aérienne a dit à Wise et à quatre autres personnes que le gouvernement israélien avait insisté pour qu'ils ne soient pas admis à bord.

Israël a auparavant [refoulé des personnes](#) qu'il accuse de soutenir le mouvement BDS.

Mais en mars, il a officialisé la mesure par une [nouvelle loi](#) qu'il n'a pas tardé à mettre en œuvre.

Wise, directrice adjointe du groupe pro-BDS [Jewish Voice for Peace](#) a également déclaré à *The Electronic Intifada* que la liste noire que la Lufthansa leur a lue incluait deux personnes qui avaient annulé leur participation à la délégation plusieurs mois auparavant et qui n'avaient jamais acheté de billets pour le vol.

Selon Wise, la seule façon dont Israël a pu se procurer ces deux noms fut par des moyens illicites, comme hacker ou intercepter les courriels du groupe.

Dans un courriel envoyé à *The Electronic Intifada*, Mack a dit que la requête d'accès à l'information demande aux ministères israéliens de révéler « les critères et les procédures » qu'ils utilisent pour ajouter des gens à ces listes noires, ainsi que la façon dont ils transfèrent ces listes aux autorités à l'extérieur d'Israël.

Lire la requête dans son intégralité, [ici](#) et la pétition déposée au tribunal [ici](#) (documents en hébreu).

Le lendemain de l'interdiction d'entrée de Wise et de ses collègues, le quotidien de Tel Aviv [Haaretz](#) a rapporté que le ministère de l'Intérieur et celui des Affaires stratégiques ont publié un communiqué confirmant qu'ils étaient à l'origine de l'interdiction.

« Ce sont des militants importants qui plaident continuellement pour le boycott, » ont dit les ministères.

Le ministère des Affaires stratégiques est celui qui est en charge de la « guerre » d'Israël contre le mouvement BDS.

### «Le front»

En septembre 2016, Mack et ses collègues ont déposé une requête en accès aux informations similaire, demandant au ministère des Affaires stratégiques et au ministère de l'Intérieur de révéler quels groupes et individus étrangers ils soutenaient pour contrecarrer le mouvement BDS.

Mais en juin, les deux ministères ont répondu qu'ils n'avaient aucune relation de travail avec des entités étrangères - une affirmation que Mack considère peu crédible et qui semble contredite par d'autres déclarations.

En juillet, le parlement israélien a adopté en première lecture une [nouvelle loi](#) rédigée par le ministère des Affaires stratégiques, qui l'exonérera des lois sur la liberté d'information, au motif que BDS est

« un front comme un autre. »

L'interdiction de Wise et de ses collègues marque la première occasion connue où une liste noire israélienne a été transmise à un autre pays en vertu de la nouvelle loi anti-BDS. Elle marque également la première occasion connue où une personne juive est interdite d'entrée, en vertu de la nouvelle loi.

La délégation avait prévu d'atterrir à Tel Aviv, après une escale en Allemagne. Mais le personnel de Lufthansa à l'aéroport international Dulles, près de Washington DC, avait déjà reçu d'Israël la liste noire.

Selon Mack, bien que cette affaire implique des citoyens états-uniens et une compagnie allemande, « il existe un risque que l'État d'Israël ait également transmis des « listes noires » à des États non démocratiques qui persécutent les militants pour les droits de l'homme et d'opposition. »

Elle cite comme précédent le soutien passé d'Israël aux régimes oppressifs en Amérique Latine et en Afrique.

### **Rivalités**

Le [ministère des Affaires stratégiques](#) a été fondé en 2006 et a été initialement centré sur l'Iran, conduisant la campagne parfois clandestine d'Israël contre le programme de ce pays dans le domaine de l'énergie nucléaire.

En octobre 2015, maintenant dirigé par Gilad Erdan, membre du Likud du Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu, le ministère s'est tourné vers la campagne BDS.

Cette réaffectation de pouvoir et de fonds a entraîné des tensions avec d'autres ministères, qui seraient jaloux d'être marginalisés par Netanyahu. Erdan est un allié de longue date de Netanyahu à qui il a servi de conseiller auprès du bureau du Premier ministre dans les années 1990.

Selon le journaliste d'investigation du journal [Haaretz](#), Uri Blau, le « cabinet de sécurité » d'Israël a confié au ministère des affaires stratégiques la responsabilité de « guider, coordonner et intégrer » les activités des ministères, du gouvernement et des « entités civiles en Israël et à l'étranger » dans le cadre de « la lutte contre les tentatives de délégitimer Israël et contre le mouvement de boycott ».

En mai 2016, un rapport gouvernemental israélien [a critiqué](#) le retrait par Netanyahu des pouvoirs et des financements anti-BDS au détriment du ministère des Affaires étrangères.

Le ministère des affaires stratégiques « ne dispose pas des avantages inhérents au ministère des Affaires étrangères, dont ... [son] accès immédiat au champ de bataille et sa collaboration avec des groupes et organisations sympathisants à l'étranger », dit le rapport.

### **La diffusion d'informations pourrait « nuire à la bataille »**

En septembre 2016, une [fuite vers Haaretz](#) a mis en lumière les profondeurs de la dispute entre les deux ministères.

Un câble de l'ambassade d'Israël à Londres au ministère des Affaires étrangères se serait plaint du ministère d'Erdan.

Il les accusait d'avoir utilisé des organisations juives britanniques dans le dos de l'ambassade, d'une manière qui pourrait les mettre en infraction avec le droit britannique.

Justifiant la nouvelle loi qui exempte son ministère de l'accès libre à l'information, Erdan a fait référence au mois dernier à des « entités à travers le monde » qui luttent contre le BDS et qui « ne veulent pas exposer leurs liens avec l'État ».

Il a expliqué que « la plupart des actions du ministère ne viennent pas du ministère » directement, mais par l'intermédiaire de groupes à l'avant-garde. « Nous devons protéger les informations dont la diffusion pourrait nuire à la bataille », a-t-il insisté.

Israël est connu pour opérer dans le monde entier par le biais d'organisations qui prétendent défendre les « droits civils » ou par le biais de groupes politiques.

Les exemples incluent l'organisation « juridique » liée au Mossad, Shurat HaDin, qui attaque les groupes de solidarité palestiniens avec des actions en justice. Au Royaume-Uni, l'ambassade d'Israël entretient des liens étroits avec les [Travailleurs Amis d'Israël](#) et le Mouvement Travailleur juif.

L'Union des étudiants juifs a également [reçu des fonds](#) de l'ambassade, selon l'enquête d'Al Jazeera sur le lobby israélien plus tôt cette année.

[Selon Blau](#), « le ministère consacre des dizaines de millions de shekels aux efforts de coopération avec la Fédération syndicale de la Histadrut, l'Agence juive et diverses organisations non gouvernementales pour former des représentants du 'véritable visage pluraliste d'Israël' dans divers forums ».

Cette stratégie consistant à utiliser des organisations apparemment libérales ou progressistes comme moyen d'améliorer l'image d'Israël est dans la ligne d'un [rapport secret](#) que *The Electronic Intifada* s'est procuré en avril.

### **Groupes à l'avant-garde**

Le rapport, commandité par le groupe de réflexion israélien Reut Institute et le groupe de lobby pro-israélien The Anti-Defamation League, recommandait une approche à « [large couverture](#) » dans laquelle « des groupes libéraux et progressistes pro-israéliens » seront déployés pour s'engager dans des « critiques légères d'Israël ».

Le rapport soutenait que « la communauté pro-israélienne doit être unie dans cette lutte » et « bénéficier de sa diversité ».

Le rapport a été approuvé par le directeur général du ministère anti-BDS d'Erdan.

En août 2015, l'agence israélienne de renseignement militaire Aman a [révélé à Haaretz](#) qu'elle avait créé un « département de délégitimation » pour espionner les militants BDS à l'étranger.

Est-ce cette agence qui a fourni l'information qui a fait que le rabbin Wise et ses amis ont été empêchés par les autorités d'occupation d'entrer en Palestine ?

Selon Mack, l'établissement de listes noires de militants internationaux pourrait «être utilisée pour l'établissement tenu secret de 'listes noires' des militants israéliens des droits de l'homme qui sont en contact avec eux».

Lorsque Aman a révélé à Haaretz qu'il était question de «surveiller» les militants BDS dans le monde entier, il a souligné «qu'il ne collectait pas d'informations sur les citoyens israéliens. C'est le travail du Shin Bet» - la police secrète d'Israël.

En mars, il a été révélé qu'Erdan voulait commencer à mettre en place une «[base de données](#)» de citoyens israéliens qui soutiennent la campagne BDS. Mais le procureur général et d'autres officiels israéliens ont accusé son ministère d'outrepasser ses droits.

Si le ministère d'Erdan utilise ces listes noires pour «surveiller» activement les militants israéliens, il semble qu'il soit en violation même de la loi israélienne.



\* **Asa Winstanley** est un journaliste indépendant basé à Londres qui séjourne régulièrement dans les TPO. Son premier livre "Corporate Complicity in Israel's Occupation" est publié chez Pluto Press. Voir son [site web](#).

Articles du [même auteur](#).

14 août 2017 - [The Electronic Intifada](#) - Traduction : [Chronique de Palestine & ISM France](#)



## **En invitant Netanyahu, les dirigeants africains célèbreront le racisme, le colonialisme et l'apartheid**

**Farah Najjar** - *Le prochain sommet risque d'augmenter l'influence d'Israël aux Nations Unies et sur le continent africain, selon les Palestiniens.*

Un groupe de militants palestiniens, d'universitaires et d'organisations de la société civile a lancé une campagne pour dissuader les pays africains de participer au prochain sommet Afrique-Israël, qui devrait avoir lieu au Togo en octobre.

Plusieurs pays africains, dont l'Afrique du Sud, le Maroc, l'Algérie, la Tunisie et la Mauritanie, ont déjà décidé de boycotter le sommet, où le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu devrait rencontrer des dirigeants de plus de 20 pays pour développer une relation diplomatique et économique. Le sommet sera le premier de son genre.

Selon le militant Razan Zuayter, organisateur de la campagne basée en Jordanie, la [Conférence populaire pour les Palestiniens à l'étranger](#) cherche à informer les pays africains des « [dangereuses](#) » activités d'Israël sur le continent, telles que le [commerce du diamant](#), souvent importé illégalement d'Afrique comme cela a été révélé dans un rapport des Nations Unies de 2009, et ses mauvais traitements infligés aux [minorités africaines en Israël](#).

« Si [le sommet] se tient, nous voulons qu'un mouvement opposé surgisse en Afrique qui puisse agir parallèlement à cela », a déclaré Zuayter à Al Jazeera.

Le sommet, prévu pour le 23 octobre, verra réunis des dirigeants d'Afrique et d'Israël pour discuter des moyens d'améliorer la coopération dans les domaines de la technologie, du développement et de la sécurité.

Dans une lettre adressée aux gouvernements africains et à leurs ambassades respectives, l'organisation de la Conférence populaire pour les Palestiniens à l'étranger a appelé au boycott du sommet en insistant sur le fait que l'établissement de relations avec un « [État de l'apartheid](#) » et l'approbation de ses crimes contre le peuple palestinien occupé sont en violation de diverses conventions des Nations Unies.

« Les pays africains qui ont combattu le colonialisme pendant des décennies et sont devenus libres après une longue souffrance ne devraient jamais s'associer au seul, plus long et plus brutal projet colonial dans le monde d'aujourd'hui », dit la lettre.

« Au nom de la justice et de la liberté et au nom de l'héritage africain de la longue lutte pour la liberté, nous demandons à votre pays de se désolidariser du régime israélien d'apartheid ».

Netanyahu s'était déjà engagé à renforcer les liens avec le continent et a présenté son engagement comme une « priorité » lors d'une conférence de sécurité régionale à laquelle il avait assisté au Libéria en juin 2017.

« Je crois en l'Afrique, je crois en son potentiel - présent et futur. C'est un continent qui va de l'avant », a-t-il déclaré dans son discours aux dirigeants d'Afrique de l'Ouest.

Historiquement, les dirigeants africains n'avaient pas de bonnes relations avec l'État d'Israël. Suite à

la guerre d'[octobre 1973](#), les pays d'Afrique subsaharienne ont rompu les liens avec Israël. En 2016, Netanyahu est devenu le premier chef israélien à visiter l'Afrique subsaharienne depuis près de trois décennies.

La [Conférence populaire pour les Palestiniens à l'étranger](#), qui représente la diaspora palestinienne, travaille également avec des groupes de la société civile et des organisations non gouvernementales (ONG) sur le terrain pour faire pression sur les gouvernements participants pour qu'ils renoncent à participer au sommet.

Salman Abu Sitta, président de l'organisation, a déclaré à Al Jazeera que ces pays africains avaient été des « combattants durs et déterminés » dans la lutte contre le colonialisme occidental.

« [Le sommet] est une très triste régression : il est regrettable qu'ils nient cette histoire, deviennent des ennemis de leur propre histoire ... pour se retrouver alignés sur le [pire exemple de racisme](#) et de discrimination qu'est Israël », a-t-il déclaré.

« Le Togo est-il prêt à envoyer des navires d'esclaves du Togo vers Israël en signe de leur longue histoire? » ajouta-t-il.

Selon Abu Sitta, la principale conséquence d'une relation renouvelée entre l'Afrique et Israël serait de perdre ce qui est maintenant une « solide majorité » à l'Assemblée générale des Nations Unies en faveur de la fin de l'occupation israélienne de la Palestine.

Traditionnellement, les pays africains étaient des partisans de la cause palestinienne à l'occasion des votes sur les résolutions relatives au droit de retour, au démantèlement du mur de séparation et à la fin du projet d'extension colonial.

Sur les 193 États membres, il y a 54 États africains inscrits aux Nations Unies.

« Si nous les perdons [les votes africains], c'est très dangereux », a déclaré Abu Sitta.

« Israël aura des centres d'influence dans ces pays, ce qui augmentera activement l'influence d'Israël dans l'ONU et sur le continent africain », a-t-il ajouté en soulignant que les pays impliqués dans l'organisation du sommet, dont le Togo, pourraient avoir des intérêts « privés ou financiers » dans l'accueil du sommet.

Al Jazeera a contacté les organisateurs du sommet obtenir leurs commentaires, mais n'a reçu aucune réponse dans les délais pour être ici publiés.

De même, Ghada Karmi, universitaire et porte-parole de l'organisation, a déclaré à Al Jazeera que la campagne est un moment important pour favoriser une discussion sur les politiques israéliennes d'apartheid et pour sensibiliser le public.

Israël, a déclaré Karmi, est déterminé à participer au sommet pour renverser ou abolir la politique pro-arabe des États africains. Si le sommet arrive à se tenir, ce serait « un jalon dans la campagne israélienne », a-t-elle expliqué.

« Nous devons demander ce qu'Israël offre aux pays africains : il nous semble qu'il offre un soutien aux dictateurs », a-t-elle encore déclaré, ce qui aiderait les gouvernements à réprimer les « mouvements de libération ». « Cette [campagne] devrait se faire au niveau de l'État [AP, ou Autorité palestinienne] », a déclaré Karmi, décrivant le manque d'action de l'AP comme problématique.

« Nous devons nous adresser aux États pour condamner ce sommet, pas seulement aux gouvernements africains ».

La militante sud-africaine des droits de l'homme et analyste politique Ayesha Kajeer, basée à Johannesburg, a déclaré à Al Jazeera qu'Israël était en mission pour renforcer les liens avec l'Afrique, allant jusqu'à vouloir obtenir un statut d'observateur auprès de l'Union africaine.

« Bien que ces nouvelles amitiés avec Israël puissent apporter à certains pays africains des avantages à court terme ... ils devraient se méfier des objectifs à plus long terme d'Israël, et qui pourraient finalement nuire à leurs propres intérêts nationaux », a-t-elle déclaré.

Au cours de la visite de Netanyahu sur le continent en 2016, le gouvernement israélien a approuvé un accord de 13 millions de dollars dans les programmes de développement pour les pays africains. L'initiative était destinée à symboliser le début d'une relation économique plus étroite.

Parlant à Al Jazeera depuis la ville de Ramallah, en Cisjordanie occupée, [Mustafa Barghouti](#), ancien ministre palestinien de l'information et secrétaire général du Parti politique de l'Initiative nationale palestinienne, a déclaré qu'Israël profite de ses capacités technologiques et de son armée et de ses services de sécurité pour vendre son projet de sommet.

« Nous avons commencé à voir les tendances changeantes aux Nations Unies en ce qui concerne la cause palestinienne », a-t-il déclaré. « La perte de soutien pourrait mener à la domination du récit israélien sur le problème palestinien et sur la situation actuelle ».

En plus de bénéficier du soutien des États-Unis pour établir une base dans les pays africains, Barghouti estime que cette relation est une occasion pour Israël de « commercialiser » ses produits et services de surveillance, en particulier à un moment où les activités de la campagne pour le boycott, le désinvestissement et les sanctions (BDS) se révèlent efficaces pour freiner le succès économique d'Israël.

Naeem Jeenah, directeur exécutif du Centre Afro-Moyen-Orient à Johannesburg, a déclaré à Al Jazeera qu'une relation avec Israël porterait atteinte à la souveraineté des pays africains.

Grâce à la commercialisation de ses produits et services, Israël cherche à pénétrer dans les services de sécurité de ces pays, a expliqué Jeenah.

« C'est un problème lorsqu'un État étranger reprend les fonctions de sécurité d'un autre gouvernement ... [les gouvernements africains] deviennent dépendants des Israéliens », a-t-il

déclaré.

Malgré les efforts en cours pour sensibiliser l'opinion, selon Jeenah, quelque 15 pays africains sont déjà dans le « camp israélien » et aucune société civile ne peut inverser cela. Les pays africains qui s'opposent aux politiques israéliennes n'ont pas été très audibles, dit-il, mais avec plus de pression de l'AP, les pays « restés sur leur réserve ... pourraient être influencés ».



\* **Farah Najjar** est rédactrice en ligne pour [Al Jazeera English](#).

Articles de la [même auteure](#).

15 août 2017 - [Al-Jazeera](#) - Traduction : [Chronique de Palestine](#)



### **A défaut d'un État pour les Palestiniens, Abbas installe un État policier**

**Jaclynn Ashly** - « *L'Autorité palestinienne peut maintenant arrêter qui elle veut* »: les journalistes palestiniens déclarent une grève de la faim.

Alors que les critiques locales et internationales continuent de s'élever contre les mesures prises par l'Autorité palestinienne (AP) basée à Ramallah pour resserrer l'étau sur la liberté d'expression en Cisjordanie occupée, sept journalistes palestiniens emprisonnés par l'AP ont commencé une grève de la faim après avoir été arrêtés en vertu de la loi controversée sur la cybercriminalité approuvée par le président palestinien Mahmoud Abbas le mois dernier.

Les journalistes palestiniens Mamduh Hamamra, correspondant d'Al-Quds News, Tariq Abu Zeid, correspondant d'Al-Aqsa TV et le journaliste indépendant Qutaiba Qassem se sont déclarés en grève de la faim aussitôt après que leurs détentions ont été prolongées de 15 jours jeudi dernier, selon un communiqué publié par [Omar Nazzal](#), membre du syndicat des journalistes palestiniens et ancien prisonnier d'Israël.

Issam Abdin, avocat et chef du service plaidoyer à l'ONG palestinienne al-Haq, a confirmé à Ma'an que quatre autres journalistes palestiniens : Ahmad Halayqa, correspondant de Al-Quds News, Amer Abu Arafa, correspondant de Shehab News Agency et les reporters Islam Salim et Thaer al-Fakhouri, ont déclaré être en grève de la faim jeudi pour protester contre leur détention.

Ces journalistes avaient tous été arrêtés plusieurs jours auparavant pour de prétendues violations des clauses de la nouvelle loi, selon Abdin.

Les sept journalistes auraient travaillé pour des médias qui sont parmi les [30 sites bloqués par l'AP](#) en juin - dont tous auraient été affiliés au mouvement Hamas, le parti au pouvoir dans la Bande de Gaza assiégée qui s'est trouvé entraîné dans dix ans d'amère rivalité avec l'AP sous contrôle du Fatah, ou avec le vieux rival politique d'Abbas, Muhammad Dahlan.

Alors que la décision de bloquer les sites web en Cisjordanie a été condamnée à l'époque comme une violation sans précédent des libertés de la presse sur le territoire palestinien, Abbas a passé la répression contre les médias à la vitesse supérieure le mois dernier en adoptant la loi sur la cybercriminalité par [décret présidentiel](#).

#### **« Une loi draconienne »**

Dans un communiqué publié jeudi, Nazzal a déclaré qu'au moins six des journalistes emprisonnés - omettant al-Fakhouri - étaient incarcérés sur des allégations de violation de l'article 20 sur la loi sur la cybercriminalité.

L'article stipule qu'un individu est passible d'au moins un an de prison ou être condamné à une amende d'au moins 1.410\$ pour « création ou administration d'un site web ou une plate-forme technologique d'information qui peut attenter à l'intégrité de l'Etat palestinien ou à l'ordre public ou à la sécurité extérieure de l'Etat. »

Pendant ce temps, « toute personne qui diffuse les types d'informations mentionnées ci-dessus par quelque moyen que ce soit, y compris en les radiodiffusant ou en les publiant » est passible d'un an de prison ou d'une amende allant de 282\$ à 1.410\$, selon la nouvelle loi.

Abdin a dit à Ma'an que ces « clauses lâches », par lesquelles des individus peuvent être emprisonnés simplement pour avoir publié certains articles sur leurs comptes de réseaux sociaux, vont permettre l'arrestation des journalistes palestiniens et « la destruction de la liberté du travail journalistique en Palestine. »

Nadim Nashig, co-fondateur et directeur du groupe de défense numérique palestiniens et arabes Tamleh, a qualifié la loi de « terrible » et « draconienne ».

« C'est la pire loi de l'histoire de l'AP, » a dit Nashif à Ma'an. « Elle permet à l'AP d'arrêter n'importe qui selon des définitions floues. »

Nashif a noté que non seulement la loi criminalise la création, la publication et la propagation de certaines informations jugées dangereuses par l'AP, mais elle stipule également que des individus

ayant contourné des blocages de l'AP sur des sites web via des serveurs proxy ou des réseaux privés virtuels (RPV) pourraient être condamnés à trois mois de prison.

Nashif a dit à Ma'an que la loi avait fait « régresser » la Cisjordanie .

Malgré l'occupation israélienne de la Cisjordanie et plus de 10 ans de scission politique avec le Hamas, « en général, on a laissé les médias et les sites web tranquilles, » a dit Nashif. « Ils ne faisaient pas partie de cette lutte politique. »

« L'AP est en train de briser les derniers espaces de liberté d'expression, » dit-il.

### **Des journalistes palestiniens piégés entre la division Hamas-AP**

Des groupes de défense des droits n'ont pas tardé à condamner la détention des journalistes, affirmant que l'objectif de la nouvelle loi était d'extirper la contestation politique contre Abbas et l'AP - vraisemblablement sous l'égide de la coordination sécuritaire largement condamnée de l'AP avec l'Etat israélien, bien que l'AP ait affirmé à plusieurs reprises [avoir mis fin](#) à cette politique depuis juillet.

Selon le groupe de défense des droits des prisonniers Addameer, un responsable de la sécurité de l'AP avait initialement dit qu'au moins cinq des journalistes emprisonnés avaient été arrêtés pour « fuite d'informations et communication avec des parties hostiles. »

Cependant, a ajouté Addameer, le Syndicat des journalistes palestiniens a contacté les forces de sécurité palestiniennes mercredi matin et on leur a dit que les journalistes ont été arrêtés « pour faire pression sur le Hamas pour qu'il libère un autre journaliste détenu dans la bande de Gaza, » se référant à [Fouad Jaradeh](#), correspondant pour la chaîne de TV officielle de l'AP, Palestine TV, qui est en prison à Gaza depuis plus de deux mois.

Le Hamas et l'AP ont été critiqués pour avoir mené des actions de représailles contre des individus affiliés au groupe adverse, notamment sous la forme d'arrestation et d'emprisonnement politiques. Abdin a déclaré à Ma'an que les journalistes palestiniens ont été « plongés dans la division Hamas-Fatah », car les deux groupes ont ciblé les journalistes pour étouffer l'opposition qui pouvait nuire à leur emprise politique dans la Bande de Gaza et la Cisjordanie respectivement.

Dans un communiqué publié mercredi 9, le Centre palestinien pour le développement et la liberté d'expression [MADA](#) déclare que l'arrestation des journalistes font « partie d'une nette intensification des violations contre la liberté de la presse » en Cisjordanie et à Gaza.

Cependant la nouvelle loi et les démarches d'Abbas pour étouffer la dissidence contre l'AP ne « sont pas seulement problématiques pour les journalistes, » a dit Nashif à Ma'an. « Tout militant ou individu que l'AP considère comme un adversaire peut maintenant être arrêté sans aucune raison claire. »

L'AP a également été accusée de [mener des rafles](#) visant les Palestiniens affiliés au Hamas en Cisjordanie , tandis qu'elle a [intensifié des mesures](#), ces derniers mois, pour faire pression sur le Hamas pour qu'il abandonne le contrôle de la bande de Gaza.

Une étude du groupe de réflexion palestinien [al-Shabaka](#) a documenté les conséquences des campagnes de sécurité de l'Autorité palestinienne « dont l'objectif était d'établir l'ordre public » mais que les habitants ont perçu comme une [criminalisation de la résistance](#) contre Israël.

### **« C'est illégal en vertu du droit palestinien »**

Abdin a souligné que le blocage de site et la nouvelle loi sur la cybercriminalité violent l'article 27 de la [loi fondamentale palestinienne](#) qui protège les libertés de la presse des citoyens palestiniens, y compris leur droit d'établir, d'imprimer, de publier et de distribuer toutes les formes de médias. La loi garantit également la protection des citoyens qui travaillent dans le domaine du journalisme.

L'article interdit également la censure des médias, déclarant que « aucun avertissement, suspension, confiscation ou restriction ne soit imposé aux médias, » sauf si une loi violant ces conditions a rendu une décision légale.

Abbas n'a cependant pas reçu l'autorisation du pouvoir judiciaire pour approuver ces restrictions considérables contre la presse, selon Abdin.

Depuis que le Hamas a remporté les élections législatives en 2006, le Conseil législatif palestinien ne s'est pas réuni à Ramallah, ce qui signifie que la grande majorité des lois adoptées par l'Autorité palestinienne au cours des dix dernières années ont été adoptées par Abbas, qui a prolongé indéfiniment sa présidence par décret présidentiel en 2009.

[Al-Haq](#) a souligné que la nouvelle législation contrevient au droit international, dont l'article 19 du Pacte international relatifs aux droits civiques et politiques ([ICCPR](#)).

Des groupes de droits, des militants et des journalistes ont exigé que l'Autorité palestinienne modifie la loi pour se conformer à la législation palestinienne préexistante, annule le blocage des sites d'information et mette fin à sa pratique consistant à arrêter régulièrement des militants, des écrivains, des journalistes et autres Palestiniens pour leurs opinions politiques.

13 août 2017 - [Ma'an News](#) - Traduction : [ISM France](#) - MR



### **La « seule démocratie au Proche-Orient » tourne à la dictature**

**Gidéon Lévy** - *L'agression contre les médias en Israël est un symptôme d'une maladie beaucoup plus grave qui atteint ses institutions.*

Le ministre israélien de la communication, Ayoub Kara, m'a fait honte. Il m'a fait honte en tant qu'Israélien, journaliste et être humain épris de liberté. Ayoub Kara veut mettre Israël sur les rangs de l'Arabie Saoudite, de l'Égypte, de Bahreïn et des Émirats, en déclarant la guerre à Al Jazeera. Le ministre Kara est perçu en Israël comme une sinistre plaisanterie. Il a été nommé à ses fonctions juste au moment où le Premier ministre Benjamin Netanyahu devait [rendre des comptes à la justice](#). Kara est devenu la marionnette de Netanyahu au ministère de la communication. Tout cela ne rend pas sa décision de déclarer [la guerre à Al Jazeera](#) moins importante ou moins significative. Au contraire, le ministre Kara essaie non seulement de coller aux initiatives politiques de son maître, mais aussi au sentiment dominant en Israël selon quoi toute voix critique en Israël et à l'étranger devrait être combattue.

La déclaration de l'intention du gouvernement de [fermer Al Jazeera](#) et de bloquer sa diffusion en Israël pourrait avoir très peu de conséquences pratiques. Il est difficile de savoir si le gouvernement israélien peut fermer le bureau d'Al Jazeera, si les employés d'Al Jazeera peuvent être empêchés de travailler comme journalistes, si le bureau de presse gouvernemental peut révoquer ses accréditations, et si le gouvernement peut empêcher les Israéliens de regarder Al Jazeera. Mais ce sont des questions mineures. Le problème principal est l'intention israélienne et la politique israélienne, qui a un contexte beaucoup plus large.

Ce dont il est question, c'est du visage démocratique de l'état et d'une tentative de freiner la liberté d'expression et la liberté de la presse en Israël – « la seule démocratie au Moyen-Orient ». Ce processus pourrait commencer avec Al Jazeera mais il ne s'arrêtera pas là. Il continuera avec la BBC et CNN et il pourrait se terminer par la fermeture des médias israéliens que le gouvernement ne supporte pas. Et donc, l'affaire Al Jazeera devrait s'inquiéter beaucoup plus d'Israéliens, de Juifs et d'Arabes.

### *Netanyahu sous le coup de multiples enquêtes*

Ce que nous voyons ne sont rien de moins que les fissures qui s'approfondissent dans la démocratie israélienne. C'est une voie extrêmement dangereuse, dans laquelle d'autres gouvernements du monde se sont précipités. Vous savez où cela commence, mais pas où cela s'arrête. C'est le chemin dangereux que le Premier ministre turc [Recep Tayyip Erdogan](#), pour prendre un exemple, a emprunté. Le gouvernement actuel en Israël est le gouvernement le plus nationaliste et le plus réactionnaire que Israël ait jamais eu. M. Netanyahu est en poste depuis près de 10 ans, mais ce n'est que dans le présent terme que lui et ses collègues ont gagné assez de confiance pour commencer à changer le visage d'Israël et même de sa règle de droit. Son gouvernement a adopté une législation antidémocratique contre les ONG, a lancé une attaque politique contre le système juridique, lancé des campagnes de haine contre les médias et la gauche, et a déclaré la guerre à toute critique d'Israël à l'étranger.

Il met en place l'infrastructure juridique et politique pour créer un système d'[apartheid en Israël](#), en attaquant toute personne qui pourrait devenir un obstacle à la réalisation de cet objectif. Dans ce cadre, Israël a récemment commencé à empêcher les militants de défense des droits de l'homme, les critiques d'Israël et les partisans de la campagne BDS, d'entrer en Israël et dans les Territoires occupés. Dans ce contexte, le Premier ministre, qui fait l'objet d'une enquête policière, soupçonné de corruption et d'autres crimes, essaie de s'attaquer à la gauche et aux médias en Israël. Cette politique a beaucoup de partisans en Israël. La démocratie israélienne est très fragile et menacée par beaucoup d'ignorance et de vues antidémocratiques. Les Israéliens apprennent à penser que la démocratie est la domination de la majorité, que les minorités n'ont pas de droits, et que toute critique d'Israël, de l'intérieur ou de l'extérieur, n'est rien de moins qu'une trahison ou de l'antisémitisme.

Faire une déclaration pour fermer le bureau d'un média avec l'excuse ultime que celui-ci soutienne le terrorisme et viole la sécurité d'Israël est perçue en Israël comme une initiative patriotique et populaire. La fermeture d'Al Jazeera est une autre attaque contre les Palestiniens israéliens, qui sont les principaux téléspectateurs d'Al Jazeera en Israël et qui ont été la cible d'une campagne systématique menée par le gouvernement et le Premier ministre lui-même. Les Palestiniens israéliens sont la cinquième colonne et Al Jazeera est leur drapeau.

Il y a des commentateurs qui ont suggéré que le mouvement contre Al Jazeera en Israël doit être vu dans le contexte de la nouvelle coalition des « [États sunnites modérés](#) » au Moyen-Orient, dirigée par l'Arabie saoudite, qu'Israël essaie d'intégrer. Je ne suis pas d'accord avec cette explication. De Tel-Aviv, l'initiative de Kara a beaucoup plus à voir avec la lutte contre le mouvement pour le [boycott, le désinvestissement, et les sanctions](#) (BDS), contre Haaretz, mon journal, contre l'organisation israélienne pour la justice sociale, [New Israel Fund](#), et contre l'ONG [Breaking the Silence](#) (créé par les anciens combattants israéliens) – plutôt qu'avec de secrètes relations avec Riyad et Le Caire.

Si la décision du ministre Kara n'est pas annulée ou déclarée illégale par la Cour suprême, il sera clair qu'Israël prend une voie extrêmement dangereuse. L'association des journalistes israéliens a déjà protesté contre l'intention de fermer Al Jazeera. Il appartient maintenant à tous les démocrates israéliens de dire à leur gouvernement: ne freinez pas le libre accès à toute source d'information, qu'elle soit critique ou non à l'égard d'Israël !



\* **Gidéon Lévy** : Né en 1955, à Tel-Aviv, est journaliste israélien et membre de la direction du quotidien Ha'aretz. Il vit dans les territoires palestiniens sous occupation.

Articles du [même auteur](#).

12 août 2017 - *Al-Jazeera* - Traduction : *Chronique de Palestine*



## États-Unis : la guerre contre la campagne BDS est une guerre contre la liberté d'expression

**Ramzy Baroud** - *Il y a quelque chose d'immoral qui se produit à Washington D.C, et ses conséquences peuvent être graves pour beaucoup de monde et en particulier pour la santé de la démocratie américaine.*

Le gouvernement américain déclare la guerre au mouvement de [boycott, de désinvestissement et de sanctions](#) (BDS) palestinien. L'offensive anti-BDS est en cours depuis plusieurs années, mais surtout depuis 2014.

Depuis, [11 États américains](#) ont adopté et [promulgué une loi](#) visant à criminaliser le mouvement soutenu par la société civile et qui vise à faire pression sur Israël pour mettre fin à son occupation de la Palestine.

Washington mène maintenant la lutte, légitimant ainsi le comportement antidémocratique des États au niveau individuel. Si les efforts du gouvernement des États-Unis réussissent, une démocratie américaine déjà en difficulté tombera encore un peu plus bas, et de nombreuses personnes pourraient être punies pour avoir fait le choix d'agir en fonction de leurs valeurs politiques et morales. Le projet de loi 720 du Sénat (S.720), également connu sous le nom de Loi sur le boycott anti-israélien, a été largement rédigé par le puissant et notoire lobby pro-israélien à Washington, le Comité israélien des affaires publiques d'Israël ([AIPAC](#)).

Selon son propre « [Agenda de lobbying 2017](#) », l'AIPAC a fait de l'adoption du projet de loi sa priorité absolue.

Le Congrès des États-Unis se plie aux intérêts israéliens et par sa « [main-mise](#) » sur les élus, l'AIPAC prend le pas les électeurs américains.

Ainsi, il n'était pas surprenant de voir 43 sénateurs et 234 représentants de la Chambre [soutenir le projet de loi](#), qui a été présenté pour la première fois en mars.

Bien que le Congrès ait habituellement soutenu Israël et condamné les Palestiniens - ainsi que tout responsable politique ou entité qui ait osé reconnaître les droits des Palestiniens - le Congrès va cette fois encore plus loin et met en péril les droits fondamentaux de ses propres électeurs.

Le [Premier amendement](#) à la Constitution des États-Unis a été le pilier de la défense du droit des individus à la liberté d'expression, à la liberté de la presse, « le droit des gens de se réunir pacifiquement et de demander au gouvernement de corriger les griefs ». Ce droit, Cependant, a souvent été remis en cause lorsqu'il s'applique à Israël. Le Centre pour les droits constitutionnels se réfère à ce fait comme à « [l'exception palestinienne](#) ».

Le projet S.720, cependant, s'il est adopté, consolidera le nouveau statut américain, celui d'une « [démocratie qui régresse](#) », par opposition à une nation disposant d'une pleine démocratie qui légifère et applique toutes les lois équitablement et de manière égale pour tous ses citoyens. La loi transformerait en « félonie » pour les Américains le fait de soutenir le boycott d'Israël.

La [punition](#) de ceux qui enfreignent la loi proposée ira de 250 000 dollars à 1 million, et/ou à 20 ans de prison.

Le projet de loi a déjà eu de [nombreux effets](#) sur de nombreux groupes dans le pays, en particulier parmi les [militants afro-américains](#) qui luttent contre le racisme institutionnalisé. Si le projet de loi devient la loi, ce précédent deviendra alors la norme, et les dissidents se retrouveront devant les tribunaux pour leurs simples opinions.

En ce qui concerne Israël, le Congrès américain est uni. Les législateurs républicains et démocratiques agissent souvent de manière contraire aux intérêts de leur propre pays, juste pour plaire au gouvernement israélien. Ce n'est [pas un secret](#).

Cependant, le danger réel est que de telles lois aillent au-delà de l'allégeance aveugle traditionnelle à Israël, le gouvernement punissant alors les personnes et les organisations pour les choix qu'elles font, les valeurs qu'elles défendent ou pour une simple demande d'informations sur un problème qu'elles pourraient juger préoccupant.

Le 17 juillet, l'Union américaine des libertés civiles ([ACLU](#)) a publié une lettre demandant aux législateurs qui ont signé la version du projet de loi soumise au Sénat de reconsidérer leur décision.

« Le projet de loi punirait les entreprises et les particuliers, en se fondant uniquement sur leur point de vue. Une telle condamnation est en violation directe du premier amendement », a déclaré l'ACLU. Une seule personne, jusqu'à présent, aurait reconsidéré son soutien, la sénatrice démocrate de New York [Kirsten Gillibrand](#). Elle a demandé que son nom soit retiré de la liste des co-signataires. La réaction de l'AIPAC a été immédiate, appelant son armée de partisans à faire pression sur la sénatrice pour qu'elle remette son nom sur la liste et « réaffirme son engagement à lutter contre la délégitimation internationale d'Israël ».

Pourtant il y a quelque chose de positif dans tout cela. Pendant de nombreuses années, on a [perçu à tort](#) que l'exigence israélienne du soutien américain contre les Palestiniens et les Arabes n'était, en aucun cas, celle d'un pays étranger s'immiscant ou entravant le système politique des États-Unis ou compromettant la démocratie américaine.

Mais aujourd'hui, la loi anti-BDS est la plus flagrante de ces interventions, car elle touche au Premier amendement, le fondement même de la démocratie américaine, en instrumentalisant les législateurs américains pour mener à bien ce terrible objectif.

Ce projet de loi [met Israël en pleine lumière](#), ainsi que ses [hordes de partisans](#) au Congrès. De plus, il présente aux défenseurs des droits de l'homme l'opportunité de défendre la campagne BDS, ce qui revient à défendre les droits du peuple palestinien comme les droits de tous les Américains. Ce serait la première fois depuis de nombreuses années que la lutte pour les droits des Palestiniens pourra être débattue ouvertement et contextualisée d'une manière qui fera comprendre à la plupart des Américains que cela concerne leur vie quotidienne.

En fait, c'était l'un des objectifs du BDS, dès le départ. Alors que le boycott et la délégitimation de l'occupation militaire israélienne sur les Palestiniens sont au cœur du mouvement soutenu par la société civile, le BDS vise également à susciter un débat urgent sur Israël et la Palestine.

Bien que ce ne soit pas son objectif, le Congrès rend cela très possible.

Le projet de loi et les initiatives législatives aux États-Unis - et [en Europe](#) - sont également une source d'espoir en ce sens que tout cela ramène aux événements mêmes qui ont précédé la disparition du régime d'apartheid en Afrique du Sud.

Les gouvernements américains et britanniques en particulier [s'opposaient au mouvement](#) de libération sud-africain, condamnaient le boycott et ont soutenu jusqu'au bout le régime raciste et autoritaire de P. W. Botha. L'ancien président américain Ronald Reagan voyait Nelson Mandela comme un terroriste. Mandela a dû attendre 2008 pour être retiré de la liste américaine du terrorisme.

Il est clair que les États-Unis, le Royaume-Uni et Israël étaient les partisans les plus ardents de l'apartheid en Afrique du Sud.

Maintenant, c'est comme si l'histoire se répétait. La version israélienne de l'apartheid se bat pour une légitimité et refuse de céder d'un seul pas. Elle veut coloniser toute la Palestine, maltraiter ses habitants et violer le droit international sans tolérer un seul mot de condamnation, qu'il vienne d'un individu ou d'une organisation.

Le gouvernement des États-Unis n'a pas non plus beaucoup changé. Il continue de soutenir la forme israélienne de l'apartheid, tout en rendant sans honte hommage à l'héritage de Mandela et à sa lutte anti-apartheid.

Bien que le nouveau chapitre de la lutte anti-apartheid a pour nom « la Palestine », les États-Unis et ses partisans occidentaux continuent de répéter les mêmes politiques qu'ils ont pratiquées à l'encontre du peuple sud-africain.

En ce qui concerne les véritables défenseurs des droits de l'homme, indépendamment de leur race, leur religion ou leur citoyenneté, c'est leur moment ! Aucun changement significatif ne se produira sans que les peuples ne soient unis dans la lutte et les sacrifices.

Dans un de ses discours, l'abolitionniste américain et ancien esclave [Frédéric Douglass](#) déclarait : « Le pouvoir ne concède rien sans y être obligé. Il ne l'a jamais fait et ne le fera jamais ».

Le Congrès des États-Unis, avec l'aide de l'AIPAC, criminalise cette exigence de justice.

Les Américains ne devraient pas tolérer cela, et si ce n'est pour le bien des Palestiniens, que soit au moins pour le leur.



\* **Dr Ramzy Baroud** écrit sur le Moyen-Orient depuis plus de 20 ans. Il est chroniqueur international, consultant en médias, auteur de plusieurs livres et le fondateur de [PalestineChronicle.com](#). Son dernier livre, Résistant en Palestine - Une histoire vraie de Gaza (version française), peut être commandé à [Demi-Lune](#). Son livre, La deuxième Intifada (version française) est disponible sur